

# RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



## Discours de Sophie Binet, à l'occasion de l'inscription, dans la Constitution, de la liberté d'avorter

---

Quelle émotion....

Quelle émotion de se retrouver ici, ce lundi 4 mars 2024, sur ce Parvis des Droits de l'Homme qu'on peut renommer pour l'occasion Parvis des Droits des Femmes.

Quelle émotion de célébrer ensemble cette magnifique victoire commune, ce jour historique où la France constitutionnalise le recours à l'IVG pour toutes les femmes.

C'est une victoire commune menée de front depuis des dizaines d'années par les associations féministes, les syndicats, les femmes politiques et toutes celles et ceux qui se sont mobilisés dans la rue, au travail ou sur les réseaux sociaux pour défendre le droit à disposer de notre corps, le droit à recourir à l'IVG sans craindre d'enfreindre la loi, sans craindre de risquer sa vie.

En vous parlant aujourd'hui je me remémore toutes ces années de lutte à la CGT où, avec les associations féministes, nous nous sommes mobilisées chaque année les 28 septembre, 8 mars et 25 novembre avec un message commun : Mon corps, mon choix. Notre corps, notre choix. Parfois face aux plus dubitatifs, souvent face aux plus hostiles. Pourtant, c'est notre détermination qui nous permet d'être là aujourd'hui et d'assister à ce tournant historique pour les droits des femmes en France.

Pour la CGT, ce droit est fondamental car il permet aux femmes de maîtriser leur maternité. Sans maîtrise de sa maternité, il n'y a pas de droit au travail : une femme qui est enfermée chez elle par la maternité, c'est une femme qui n'a pas le droit au travail et donc à l'indépendance économique. Le droit à l'IVG est un droit fondamental pour l'émancipation des femmes.

Avec la constitutionnalisation de ce droit fondamental, la France envoie un signal puissant à toutes les féministes du monde entier. Je pense aujourd'hui à la Hongrie, la Pologne, l'Italie, le Brésil, la Bolivie, le Pérou ou encore les États-Unis où nos sœurs risquent leur vie chaque jour. Car, oui, chaque année ce ne sont pas moins de 40 000 femmes qui décèdent d'un avortement clandestin.

Alors notre victoire doit maintenant faire tache d'huile partout en Europe et dans le monde.

---

La France doit servir d'exemple, et j'en appelle au Président de la République : Emmanuel Macron, vous avez maintenant la responsabilité de garantir le droit à l'IVG au plus haut sommet de l'Europe. Vous avez la responsabilité de porter notre victoire et de garantir celle-ci à tous les pays européens. Faites-le.

Vous avez aussi la responsabilité de garantir l'effectivité du droit à l'IVG. Nous avons gagné la constitutionnalisation de l'IVG. C'est une étape essentielle, mais ce n'est pas la fin du combat. Nous devons maintenant garantir l'accès à l'IVG pour toutes les femmes, partout, tout le temps : pour rappeler ce ne sont pas moins de 130 centres IVG qui ont fermé ces dernières années !

De nombreux obstacles perdurent et le recours à l'avortement reste inégal selon le profil, le niveau social ou le lieu de vie. Ce n'est pas normal.

J'interpelle ici Gabriel Attal et demande à ce qu'un large plan de garantie de l'accès à l'IVG soit mis en place dès les prochains jours pour permettre à toutes les femmes d'y avoir accès.

Constitutionnaliser l'IVG, c'est aussi envoyer un signal puissant à toutes les forces obscures d'extrême droite qui le remettent en cause chaque jour, qui bafouent les droits des femmes chaque jour et qui tentent de les empêcher d'accéder à ce droit fondamental chaque jour. C'est dire à tous les adversaires des droits des femmes qu'ils ont tort.

Alors, oui, notre victoire est historique mais ne peut pas être un solde de tout compte. Ce que nous voulons, c'est la fin des violences, des rapports de domination, l'égalité dans tous les domaines... et il y a du boulot. Les femmes gagnent toujours 25% de moins que les hommes, c'est la raison pour laquelle nous vous donnons rendez-vous ce 8 mars prochain, journée de lutte pour les droits des femmes pour une grande grève féministe partout en France.

Trocadéro, le 4 mars 2024